

Jean-Charles BOSCO
CSPS Titulaire
Conception et Réalisation
☎ 06 52 21 80 71
@ jc.bosco@frcs.fr

FRANCE COORDINATION
SÉCURITÉ
83 Chemin de Martichot
40510 SEIGNOSSE
☎ 06 07 45 37 47
contact@frcs.fr



FRANCE
COORDINATION
SÉCURITÉ

IMPLANTATION DE GÉNÉRATEURS PHOTOVOLTAÏQUES EN AUTOCONSOMMATION SUR LES BÂTIMENTS DE L'ESTIA À BIDART.

ADRESSE OPÉRATION	MAÎTRE D'OUVRAGE
92 Allée Théodore Monod 64210 BIDART	CCI BAYONNE PAYS BASQUE

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

(Décret n° 91-1159 du 26 Décembre 1994 « Art. R 238-22 »)

Opération de 2^{ème} Catégorie

COORDINATION SÉCURITÉ PROTECTION ET SANTÉ CONCEPTION ET RÉALISATION

Indice	Date	Modification	Rédacteur	Phase
1	20/02/2025	Élaboration du PGC	Jean-Charles BOSCO	Conception

SOMMAIRE

I.	PRÉAMBULE
II.	PRESCRIPTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ APPLICABLES À L'OPÉRATION
III.	RENSEIGNEMENTS D'ORDRES ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER
IV.	MESURES D'ORGANISATIONS GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR
V.	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT
VI.	SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER
VII.	MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT
VIII.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION, CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE
IX.	MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANT
X.	COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)
XI.	RAPPEL – MESURES D'ORDRE GÉNÉRAL
XII.	ANNEXE

I. PRÉAMBULE

Cette opération classée en **niveau 2** sera réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil issues de la LOI 93.1418 du 31 Décembre 1993, portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés Européennes N° 92.57 du 24 JUIN 1992, ainsi que des décrets d'application :

- 94.1159 du 26 Décembre 1994
- 95.543 du 4 Mai 1995

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devez vous organiser en tenant compte des modalités issues de ces textes et notamment des deux éléments suivants :

- a) Il a été désigné pour la phase Conception et la phase Réalisation, comme le prévoient les textes, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de Sécurité et de protection de la santé, lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, entre les différents intervenants du chantier
Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier sont indiqués dans le paragraphe Prescriptions réglementaires du présent document.
- b) Le présent document, intitulé Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) remplace la notice d'Hygiène et de Sécurité des Travailleurs, telles que définie à l'article 2 du décret n° 996 du 19 Avril 1977 aujourd'hui abrogé

La différence essentielle qui existe entre ces deux documents réside dans le fait que le PGCSPS est un document évolutif remis à jour par le coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'information détaillés ci-après, tout en sachant que le PGCSPS pourra faire l'objet de modification ou complément porté à votre connaissance en cours de chantier.

- c) Il est à noter que le présent PGC est réalisé en même temps que la phase Conception, appel d'offre et l'ouverture du Registre-journal

De même, le présent PGCSPS ne saurait en aucun cas annuler et remplacer les consignes et obligations relatives à la sécurité, contenues dans les diverses pièces contractuelles. Il ne doit être considéré qu'en tant que complément ou précisions particulières.

II. PRESRIPTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ APPLICABLES À L'OPÉRATION

1 : Phase de préparation de chantier

A – (Section 3, Art. R238.19,3°)

Dès qu'elles en ont connaissance, l'entreprise titulaire et sous-traitant diffuseront au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) les éléments suivants :

- ✓ Les noms et adresses des entrepreneurs
- ✓ La date d'intervention de chaque sous-traitant
- ✓ L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier
- ✓ La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

B – (Section 5, Art. R238.26/27)

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire et sous-traitant) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Pour cela, elle dispose de trente jours à compter de la réception de l'ordre de service signé par le Maître d'ouvrage pour établir ce plan. (P.P.S.P.S.).

Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L 235.3 du Code du Travail introduit par la Loi 1106 du 6 Décembre 1976 et aujourd'hui abrogé.

Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe.

C – (Section 3, Art 238. 18,3°a)

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (titulaire ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur S.P.S. en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant diffusion et remise définitive du P.P.S.P.S. de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

PGCSPS – Implantation de générateurs photovoltaïques en autoconsommation sur les bâtiments de l'Estia à BIDART	Indice : 1	20/02/2025
--	------------	------------

D – (Loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993 – Section 2 « Art. L 235-7 »)

Avant le début des travaux, chaque entreprise diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au coordonnateur S.P.S. L'entreprise de préparation, ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du Code du travail, procéderont en supplément à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée au chapitre 01 de ce document.

L'entreprise de préparation diffusera son P.P.S.P.S. et le plan d'installation de chantier à ses sous-traitants. Toutes les entreprises tiendront leurs P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

2 : Phase de travaux (Section 3, Art. R238-18,3°a)

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur S.P.S. organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.

A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur S.P.S.

3 : Création d'un collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

Sans objet

III. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1 : Renseignement concernant l'opération

Renseignement sur les travaux

Objet des travaux	Renforcement de structure et pose de modules photovoltaïques
Nom de l'opération	Photovoltaïques ESTIA 1
Adresse du chantier	92 Allée Théodore Monod 64210 BIDART

Liste des lots

N° lot	Désignation
01	Installations photovoltaïques en autoconsommation
02	Couverture - Étanchéité
03	Renforcement de charpente métallique

Coordonnées des intervenants




MAÎTRISE D'OUVRAGE	
CCI BAYONNE PAYS BASQUE 50-51 Allées Marine 64100 BAYONNE	Contact : Iban LIZARRALDE ☎ 0559438526 @ : i.lizarralde@estia.fr Contact : Benoit LE GALL ☎ 05 59 46 58 79 / 07 86 98 83 80 @ b.legall@bayonne.cci.fr

MAÎTRISE D'OEUVRE	
TECSOL Agence Nouvelle-Aquitaine 87 Quai des Queyries Bât A 33100 BORDEAUX	Contact : Céleste GRAS ☎ 07 84 23 33 08 @ celeste.gras@tecsol.fr
C3 17 Bd Jean Jaures 64100 BAYONNE	Contact : Christophe MIRANDE ☎ 06 16 44 37 70 @ Christophe.mirande@bec3.fr
COBET Agence Nouvelle-Aquitaine 87 Quai des Queyries Bât A 33100 BORDEAUX	Contact : Guillaume SORONDO ☎ 07 85 65 51 00 @ guillaume.sorondo@cobet.fr

PGCSPS – Implantation de générateurs photovoltaïques en autoconsommation sur les bâtiments de l'Estia à BIDART	Indice : 1	20/02/2025
--	------------	------------

COORDONNATEUR SPS	
FRANCE COORDINATION SÉCURITÉ 83 chemin de Martichot 40510 SEIGNOSSE	Contact : Jean-Charles BOSCO ☎ 06 07 45 37 47 / 06 52 21 80 71 @ jc.bosco@frcs.fr

2.3 Organismes Officiels de Prévention

ORGANISMES DE PRÉVENTION	
	8 Esplanade de l'Europe 64600 ANGLET ☎ 05 59 46 00 75
	80 avenue de la Jallère 33053 BORDEAUX CEDEX ☎ 09 71 10 39 60
	9 rue Raymond Manaud Bât C.4 33520 BRUGES ☎ 05 56 34 03 49

Services privés et publics de secours et concessionnaires

POLICE	17
SAMU	15
Hôpital Av de l'Interne Jacques Loeb 64100 BAYONNE	05 59 44 35 35
EDF-GDF	EDF - Urgences services locaux Tel 0810 333 338 GDF - Urgences services locaux Tel 0810 433 038

Calendrier général d'exécution

Démarrage des travaux : Voir CCAP.

Les délais d'exécution des travaux : Voir CCAP.

Effectif global de pointe : L'effectif global de pointe devrait être de 10 personnes.

2 : Caractéristiques géotechniques du terrain et de l'immeuble

L'entreprise devra réaliser ses travaux en prenant en compte la nature des terrains rencontrés, de la stabilité des planchers et ou dallages existants.

Autorisations administratives avant travaux

Déclaration préalable

Le chantier, fera l'objet, par le Maître d'Ouvrage, d'une déclaration préalable (art. R 238.1). Elle sera affichée sur le chantier.

Présence de réseaux divers

Les consignations de réseaux Électriques et Gaz sont à effectuer par l'entreprise intervenante en concertation avec les services techniques d'exploitation.

DICT : à établir par les entreprises auprès des concessionnaires réseaux dans les délais réglementaires ; les copies des DICT seront à adresser au CSPS et à la maîtrise d'ouvrage.

Activités d'exploitation à l'intérieur du site

Le bâtiment sera occupé durant la phase des travaux.

Activités d'exploitation à proximité du site

Cette opération est située dans une zone de bureaux et d'enseignement.

A proximité, on peut noter une importante circulation de piétons, de transports publics et de véhicules sur la périphérie de cette rue.

IV. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Conformément aux 2° et 3° de l'article R.4532-44 du Code du Travail, ce chapitre précise les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre, en concertation avec le Coordonnateur, ainsi que les mesures de coordination SPS prises par le Coordonnateur et les sujétions qui en découlent.

Description générale des travaux : Implantation de générateurs photovoltaïques en autoconsommation sur les bâtiments de l'ESTIA à BIDART

Obligations des entreprises liées à la coordination SPS

Liaison entre les corps d'état :

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Une réunion de concertation entre corps d'état sera réalisée afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.
- Chaque entrepreneur réclamera au Maître d'Œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations. Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

Visites d'inspection commune

Principe : Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) doit réaliser, avant rédaction de son PPSPS, une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS préalablement à toute intervention sur site.

Les entreprises de louage ou de montage de grue, couverts par le PPSPS de l'entreprise qui les emploie, en sont exemptées : Seules les entreprises qui ont un contrat de louage direct avec le Maître d'Ouvrage doivent réaliser une inspection commune et un PPSPS (source www.opbtp.fr).

Procédure titulaire du lot

- Signature du marché (y compris PGC), ordre de service
- Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS.
- Établissement d'un projet de PPSPS par l'entreprise à apporter lors de la visite d'inspection commune.
- Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise.
- Établissement du PPSPS définitif par l'entreprise, transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie.

INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise titulaire du marché doit prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants.

Dans ce but, le titulaire de marché devra concevoir et réaliser des locaux (vestiaires, sanitaires, réfectoires, ...) réservés à son personnel ainsi qu'à celui de ses sous-traitants, conformément au décret du 08 Janvier 1965.

Le Maître d'ouvrage mettra à disposition les installations existantes (sanitaires, vestiaires et base de vie)

Ces installations seront susceptibles d'être déplacées en fonction des besoins du chantier.

Toute modification ou déplacement sera soumise au Maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS pour validation.

FERMETURE ET ACCÈS DE CHANTIER

L'accès et la fermeture du chantier seront assurés par :

- **Tour d'accès extérieure (A charge du lot 03).**
- Chaque entreprise intervenante prendra les mesures nécessaires afin de maintenir ces accès dans un état permanent de propreté et libre de tout stockage ou encombrants.

PANNEAU DE CHANTIER ET PANNEAU DE CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Installé et entretenu par le lot 03.

Mesures d'identification

L'ensemble du personnel présent sur le chantier, y compris le personnel intérimaire et celui des entreprises sous-traitantes, devra être facilement identifiable (badge, effigie sur les casques, etc....).

Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés sur le site, y compris les travailleurs intérimaires et les sous-traitants déclarés et acceptés par le Maître d'Ouvrage.

Avant le début de son ou de ses interventions, chaque entreprise remettra au MOE et au Coordonnateur la liste nominative du personnel présent sur le chantier, y compris les travailleurs intérimaires.

Mesures relatives à la planification

Le plan de phasage devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L.4121-2 du code du travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants.

Une modification de ce phasage pourrait être envisagée si des contraintes ultérieures rendaient indispensable la réalisation des travaux dans un ordre différent de celui défini auparavant.

Dans tous les cas, le Maître d'œuvre devra adapter son phasage de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité au moins équivalent à celui du phasage initial.

Circulations horizontales et verticales**Circulation des véhicules**

Chaque entreprise intervenante est responsable de ses véhicules et engins de chantier.

Elle s'assurera personnellement du trafic l'intéressant et prendra toutes les dispositions nécessaires pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes.

Pendant toute la durée du chantier, elle reste seule responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

La circulation des engins sera SYSTÉMATIQUEMENT surveillée par un homme trafic lors des manœuvres et interventions hors du périmètre du chantier (domaine public ou privé).

L'accès principal sera dégagé en permanence pour permettre l'intervention des véhicules de secours.

Livraison de chantier

L'entreprise prendra en compte en fonction du type de voirie (accès règlementés en zones piétonnière, accès limités ...) les contraintes liées aux horaires fixées par les services de la mairie.

Chaque entreprise informera ses différents fournisseurs des conditions et des consignes d'accès au chantier.

Circulations horizontales des piétons

Les accès des piétons seront tenus en état de propreté et de viabilité pendant toute la durée des travaux.

Pour des manœuvres à l'aide d'engin dans un voisinage immédiat, ces accès piétons seront différenciés des zones d'évolution des engins et véhicules.

Une matérialisation physique les délimitant sera mise en place.

Les accès piétons devront être dégagés en permanence de tous matériaux et matériels.

Les accès au chantier ne pourront se faire que pendant les périodes normales de travail.

Particulièrement lors des travaux de ravalement, de charpente, de couverture (etc.), les entrées dans le bâtiment seront aménagées de manière à :

- Protéger les personnes contre tout risque de chute d'objet au droit des façades

Circulations verticales des piétons

Utilisation de la tour d'accès.

Organisation du nettoyage

Le chantier sera maintenu propre en permanence ainsi que ses abords.

Le nettoyage des chaussées sera constamment assuré.

L'entreprise précisera les moyens qu'elle mettra en œuvre lors de l'inspection commune.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail.

Acheminement et centralisation

L'entreprise aura à sa charge l'évacuation journalière de ses gravats et déchets.

Évacuation

L'évacuation des gravats et déchets par les trémies et les fenêtres est interdite sans avoir au préalable mis en place un système de cheminement des gravats (goulottes).

Chaque entreprise devant générer des poussières, prendra les mesures adaptées pour les atténuer (EPI pour le personnel, bâches, humidification des gravats...).

LES FEUX SUR CHANTIER SONT INTERDITS

Matières dangereuses

Avant l'entrée sur le chantier de toute substance ou préparation dangereuse (produit inflammable, toxique, explosif), il y a lieu d'en informer obligatoirement le coordonnateur SPS et les services techniques présents sur site.

Les entreprises fourniront au Coordonnateur et au Maître d'Œuvre les fiches de sécurité de tous les produits dangereux.

Le coordonnateur pourra alors demander à l'entreprise de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour rendre le niveau de risque acceptable sur le chantier.

Les endroits de stockage des produits dangereux devront être clairement signalés et éloignés des postes de travail. Le stockage de produits dangereux dans les locaux en sous-sol n'est pas autorisé. Les locaux renfermant des produits volatiles devront être parfaitement ventilés.

L'évacuation vers une décharge agréée des produits toxiques, de leurs emballages, ainsi que de tout élément souillé par ceux-ci est à la charge de chaque entreprise.

Stockage et entreposage

Les approvisionnements seront gérés par chaque entreprise en fonction de l'avancement des travaux et des espaces accordés aux aires de stockage.

Les stockages de matériels et de matériaux se feront obligatoirement à l'intérieur de l'emprise du chantier.

Il est strictement interdit de déposer ou de stocker des matériels et des matériaux dans les escaliers et les circulations.

L'entreprise s'assurera auprès de la Maîtrise d'Œuvre que les surcharges apportées par le stockage des matériaux sont compatibles avec les surcharges admissibles par les structures concernées (étages, couverture, etc...).

Moyens communs

Les livraisons auront toujours lieu en dehors des heures de pointe (DHOL)

Zones de déchargement

L'entreprise mettra en place les panneaux de signalisation routière nécessaires si besoin est.

Cette zone sera interdite au moyen d'un dispositif physique à toutes les personnes qui ne sont pas concernées par les opérations de manutention.

Circulation des engins de chantier et des camions

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : **cf. DHOL en annexe.**

Ce document sera transmis au Maître d'Œuvre pour suivi

L'entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur accès des voies routières et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes.

Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

En cas de présences d'appareils de levage

Les charges déplacées ne devront en aucun cas survoler le domaine public ni les domaines privés, comportant ou non des constructions, qui environnent l'opération.

Tout appareil de levage doit être vérifié par une personne compétente ou un organisme agréé.

Le rapport de vérification sera systématiquement communiqué au Coordonnateur et un exemplaire sera à disposition sur le chantier.

Les consignes de sécurité doivent être établies, affichées et suivies par le personnel utilisateur formé.

Moyens propres

L'implantation d'éventuels appareils de levage, ne pourra se faire qu'avec l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur et après études des interférences possibles.

Les entreprises doivent dans la mesure du possible éviter le recours aux manutentions manuelles, notamment en utilisant des moyens mécaniques. Les appareils de manutention seront correctement entretenus. Les chargements respecteront les consignes d'utilisation de ces appareils.

Lorsque la manutention manuelle ne peut être évitée, l'employeur doit évaluer les risques encourus par les travailleurs concernés au niveau de la sécurité et de la santé et doit organiser les postes de travail de façon à limiter les risques.

Réseaux de distribution énergétique

Installations électriques

L'établissement étant en exploitation, Les installations existantes seront mises à disposition pour les travaux.

Chaque entreprise réalisera un plan de prévention avec l'entreprise utilisatrice pour l'utilisation des installations existantes

Installation d'éclairage

L'établissement étant en exploitation, Les installations existantes seront mises à disposition pour les travaux.

L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise. Les baladeuses seront conformes aux dispositions de la norme NF C 71 008. Elles comporteront une poignée isolante et un panier.

Autres réseaux

Alimentation et évacuation d'eau :

L'établissement étant en exploitation, Les installations existantes seront mises à disposition pour les travaux.

Échafaudages.

Tous les échafaudages seront montés avec les protections d'usage dans le respect des règles de sécurité en vigueur.

Une réunion d'adéquation avec les lots devant utiliser l'échafaudage ou la tour d'accès, devra être organisée. Le compte rendu de cette réunion, sera transmis au CSPS.

Un PV de réception devra être remis par l'entreprise avant toute utilisation.

Aucune tâche en superposition ne pourra être réalisée.

Piétons

Le chantier ne doit apporter aucune gêne à la liberté de circulation des piétons sur le domaine où doit être installé l'échafaudage.

Une largeur minimale de 1,40 m doit être respectée pour le passage des piétons et pour les personnes à mobilité réduite y compris pendant les périodes de montage et de démontage. Si c'est impossible, un platelage étanche sur la chaussée sera aménagé.

Un passage sous l'échafaudage type Tunnel modulable étanche pour la protection des piétons contre la chute éventuelle d'objets, de débris ou de liquides lors de travaux en hauteur. L'entreprise doit s'engager à ne pas embarrasser la voie publique par des dépôts divers pouvant empêcher ou diminuer la liberté et la sûreté du passage.

Protection

Toutes ces installations auront une protection adaptée, tant au niveau du support que du cheminement provisoire.

Les parties en saillie doivent être signalées.

Toutes précautions doivent être prises pour éviter les projections, quelles qu'elles soient (la chute de gravats ou tout autre objet, la poussière les eaux de ruissellement).

Voirie

Le chantier doit préserver l'environnement qui l'entoure et le site où il est installé. L'embase de l'échafaudage ne doit pas déformer ou détériorer le revêtement de sol qui la supporte.

Les bâches d'échafaudage doivent être en parfait état.

Les scellements dans le sol sont interdits.

L'entreprise assure un nettoyage régulier des voiries et abords du chantier. Des arrosages réguliers du sol sont pratiqués afin d'éviter l'émission de poussières.

L'envol des déchets est maîtrisé par la mise en place de bâches sur les bennes (si installées). Dès la fin des travaux, l'entreprise devra réaliser le nettoyage des abords et reconstituer les lieux dans leur état initial.

Sécurité incendie

L'entreprise disposera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant un ou des risques d'incendie, des moyens adaptés aux risques générés. Ces moyens devront être précisés au PPSPS suivant le type de travaux à exécuter. Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à la rédaction d'un permis de feu avec l'entreprise utilisatrice (services techniques) et à une surveillance de l'ambiance de travail.

RAPPEL : Les feux sur chantier sont interdits

Protection et balisage

L'entrepreneur devra assurer la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels il sera, soit intervenu, soit en cours d'intervention lorsque ceux-ci peuvent entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.

Ces dispositifs, entretenus, à base de matériels rétroréfléchissants, seront sous la responsabilité d'un responsable nommé par l'entreprise dans son PPSPS.

Chutes des personnes

L'entreprise proposera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte prendre pour assurer la protection collective des personnels contre les risques de chute.

Protections individuelles

Pour les personnes

Toutes les personnes se trouvant sur le chantier devront obligatoirement être équipées de protections individuelles nécessaires selon les travaux accomplis :

- ✓ Le port du casque est obligatoire ainsi que les chaussures de sécurité
- ✓ Les protections auditives sont obligatoires à partir de 85 DBA
- ✓ Des lunettes seront remises au personnel pour toutes tâches exposant à des éclats
- ✓ Le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier à proximité ou sous circulation sera doté de gilet réfléchissant conforme à la réglementation en vigueur

V. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

Voies ou zones de déplacement

La continuité des déplacements piétonniers sera assurée sur les accotements et il sera mis en place une séparation physique prévenant toute incursion du public dans les aires du chantier.

Le plan de circulation sera établi par l'entreprise principale dans son PPSPS pendant la préparation du chantier.

Principe de balisage

Les zones de balisages seront parfaitement définies dans le PPSPS des entreprises.

Elles devront être impérativement respectées ainsi que les entrées et les sorties de chantier.

Conditions de manutention des matériaux et matériels

- Pour les véhicules

Les engins et véhicules du chantier seront identifiés, ils devront avoir satisfaits aux contrôles périodiques prévus par la législation, ils seront munis d'un avertisseur sonore de recul. Aucun d'entre eux ne devra émettre plus de 90 dB.

- Pour le personnel

La conduite des véhicules et engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :

- ✓ D'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé
- ✓ D'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'un engin suivant la recommandation n°135 adoptée le 10 Janvier par le CNT-BTP

Une copie de ces autorisations sera remise au coordonnateur SPS avant le démarrage des travaux.

Moyens de levage et de manutention

Les appareils de levage devront être contrôlés et éprouvés par un organisme agréé (Décret du 23 Août 1947 modifié). Les PPSPS préciseront les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutention mobiles et notamment :

- ✓ Que les consignes de sécurité devront être établies et portées à la connaissance du personnel
- ✓ Qu'en cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, il sera prévu un chef de manœuvre

Référence : fiche de sécurité OPPBTP C3 F 01 94

Manutentions manuelles des charges

Les manutentions manuelles des produits seront limitées au strict nécessaire. Priorité sera donnée à une manutention mécanisée.

Délimitation et aménagement des zones de stockage

Les zones de stockage seront précisées dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise titulaire du lot préparation **en tenant compte des remarques établies par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS**. Leur périmètre sera délimité physiquement et l'interdiction d'accès sera signalée.

Produits pétroliers

Le stockage d'hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées suivant les réglementations et recommandations existantes.

Les entreprises préciseront au niveau du plan d'installation de chantier, les conditions de ravitaillement et d'entretien des engins et véhicules : ateliers, stockage des huiles usagées...

Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et décombres – Chantier propre

Le chantier est soumis au **tri sélectif** et d'une gestion de l'ensemble des déchets.

Le respect des diverses consignes « Chantier Propre » est impératif pour le déroulement de l'opération.

Le Maître d'œuvre d'Exécution pourra à tout moment solliciter au Maître d'Ouvrage l'application de sanctions financières concernant le non-respect des consignes.

Au cours de leur période de préparation, les entreprises établiront une prévision globale de leurs approvisionnements mettant en évidence :

- Le poids et le volume des charges à transporter
- Les véhicules utilisés

Gestion des déchets

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais.
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées

Chaque entreprise aura intégré dans son offre les moyens de tri sélectif et d'évacuation des gravats et d'apport des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux, en conformité avec les dispositions du Code du travail, et dans le respect du planning de travaux

La fourniture et la gestion de tous les équipements nécessaires au tri et à l'évacuation des déchets du chantier sont à la charge de chaque entreprise.

VI. SUJÉTIONS DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

1 – Clôtures

	Réalisé par	à la charge de
Les installations et accès devront respecter les limites du chantier et les règles de circulation ainsi que les consignes de sécurité. Les clôtures de chantier devront permettre de rendre ces dernières indépendantes de leur environnement. Les diverses clôtures délimitant les aires réservées aux entreprises devront être en permanence tenues en état de fonctionnement. Elles auront une hauteur de 2 m, et équipées d'un portail d'accès.		

2 – Contrôle d'accès au chantier

	Réalisé par	à la charge de
La liste nominative fournie par chaque entreprise au Maître d'Ouvrage devra comporter les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nom de l'employeur, ✓ Adresse de l'employeur, ✓ Nom et prénom de la personne employée, ✓ N° de sécurité sociale, ✓ Date d'embauche, ✓ Type de contrat Les heures de fonctionnement du chantier seront fixées au début du chantier et affichées.	Chaque Entreprise	Chaque Entreprise

VII. MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN L'ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

1 – Pour les opérations de construction de bâtiments et travaux publics (L235-16)

	Réalisé par	à la charge de
<u>I 01 - Voies et réseaux divers</u> Les divers branchements nécessaires définis à l'article 5.01.02 seront maintenus en état fonctionnel. Le branchement électrique de chantier et son réseau de distribution seront vérifiés et maintenus en état de sécurité permanent. Le branchement d'eau du chantier et les points d'alimentation seront vérifiés et maintenus en état de fonctionnement. Ces branchements sont provisoires et leur démontage et la remise en état, seront réalisés. Chacun des branchements (eau, téléphone, électricité) devra être effectué après accord du concessionnaire concerné.	Existant	
<u>I 02 - Cantonnements</u> Le titulaire du présent Lot assurera la préparation des plates-formes nécessaires à la mise en place des cantonnements et locaux nécessaires à la mise en place à usage collectif du bureau de chantier, vestiaires, sanitaires, réfectoire, en accord avec le Maître d'Ouvrage et repérés sur le plan d'implantation des installations de chantier joint au PPSPS. Ces locaux seront équipés d'extincteurs en nombre suffisant. Le bureau de chantier, vestiaires seront installés dans la zone indiquée sur le plan d'installation de chantier.	Existant	
<u>I 03 - Sanitaires</u> L'entreprise titulaire utilisera les installations sanitaires existantes. Ces installations devront satisfaire aux besoins suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1 lavabo à eau chaude et eau froide réglable pour 10 personnes. ✓ 1 douche pour tous les travaux salissants, pour 20 personnes, ✓ WC à la turque et un urinoir raccordé sur réseau d'égout, pour 20 personnes. 	Existant	

PGCSPS – Implantation de générateurs photovoltaïques en autoconsommation sur les bâtiments de l'Estia à BIDART	Indice : 1	20/02/2025
--	------------	------------

Des installations spécifiques et indépendantes devront être installées si du personnel féminin devait intervenir sur le chantier.		
<u>I 04 - Vestiaires</u> Des vestiaires en nombre suffisant par rapport au nombre des travailleurs intervenants sur le chantier seront installés. La surface du local ne devra pas être inférieure à 1,25 mètres carrés par salariés. Ils seront équipés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ D'armoires vestiaires individuelles, ininflammables, double penderie, fermant à clef ✓ Des sièges en nombre suffisant ✓ De moyens de chauffage ✓ De ventilations... 	Existant	
<u>I 05 - Réfectoires :</u> Ces locaux devront être dimensionnés de manière à prévoir une surface d'environ 1.50 m2 personne. Ils seront équipés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ D'un moyen de chauffage, ✓ De robinets d'eau potable : eau chaude/eau froide, ✓ De moyen de conservation et réfrigération des aliments et boissons, ✓ De moyens pour réchauffer les plats, ✓ De tables et de chaises en nombre suffisant. Le nettoyage quotidien des locaux sera effectué. Si les repas sont pris à l'extérieur, l'entreprise le signalera dans son PPSPS.	Existant	
<u>I 06 - Accès - circulation</u> Il sera veillé au maintien en état des diverses circulations et accès aux locaux communs. Des dispositions nécessaires seront prises dans le cas où ces accès traversent soit des zones de travail, soit des zones de circulations de véhicules.	Existant	
<u>I 07 - Réseaux d'alimentation en eau et évacuation.</u> Les réseaux d'alimentation et d'évacuation d'eau des cantonnements devront être maintenus hors gel durant la période de température négative. Les évacuations d'eaux usées seront raccordées sur le réseau d'égout.	Existant	
<u>I 08 - Nettoyage - Maintenance</u> Installations communes (Sanitaires, vestiaires). <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nettoyage quotidien, ✓ Fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette), ✓ Entretien, maintenance des installations sanitaires et mobilier de bureau, ✓ Contrôle des extincteurs. <u>I 08 (suite) Installations privatives</u> Chaque entreprise assurera le nettoyage, la maintenance, le contrôle des extincteurs de ses propres installations. En cas de manquement à ces règles d'hygiène, le Maître d'Ouvrage pourra demander : <ul style="list-style-type: none"> - à toute autre entreprise (même extérieure) de réaliser l'entretien et la maintenance en lieu et place de l'entreprise défaillante. La dépense occasionnée sera intégralement à la charge de cette entreprise Après l'exécution des travaux de son lot, l'entreprise devra un nettoyage complet du chantier ainsi que des abords.	Chaque entreprise	

VIII. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION, CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

1 – Organisation des secours

	Réalisé par	à la charge de
<p>L'entreprise titulaire du présent Lot préparation installera dès le début de l'opération, dans le local prévu à usage de bureau de chantier commun.</p> <p>Près du téléphone seront affichés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les conduites à tenir en cas d'urgence ✓ Les divers numéros d'appel d'urgence ✓ Les noms des intervenants (avec indication de l'entreprise à laquelle ils appartiennent) possédant la formation Sauveteurs Secouristes du Travail, présents sur le chantier, ✓ Les numéros des personnes à prévenir (CARSAT, OPPBTP, médecin du travail, inspecteur du travail, etc.) 	Existant	
<p>Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail, formés ou recyclés.</p> <p>Toutefois, il est recommandé à chaque entreprise d'avoir au moins 1 salarié présent sur le chantier ayant la formation ci-dessus énoncée.</p> <p>Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours et afficher les numéros de téléphone d'Urgence.</p>	Chaque entreprise	
<p>Une pharmacie plus complète dite "de chantier" sera à disposition dans le chantier.</p> <p>Son contenu sera conforme à la fiche OPPBTP h4 M 02 88 et devra être vérifié régulièrement et complété si besoin.</p>		

2 – En cas d'accident

	Réalisé par	À la charge de
<p>Déclaration à faire dans les 48 heures par le chef d'entreprise (Lettre recommandée avec A.R.) à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du domicile de la victime (Article L.441.2 code de la Sécurité Sociale).</p> <p>Tout accident mortel ou grave doit être signalé dans les 48 heures par le chef d'entreprise au comité régional de l'OPPBTP (Décret 4.07.1985 - article 16)</p> <p>La fédération départementale ou la chambre syndicale doit être informée.</p> <p>Les entreprises doivent dans les 48 heures suivant tout accident du travail communiquer au Coordonnateur "sécurité santé" le compte-rendu des circonstances de l'accident.</p>	Toute Entreprise	Toute Entreprise

3 – Incendie

	Réalisé par	À la charge de
<p>Les Entreprises devront respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables. ✓ Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, permis de feu et services de sécurité en cas de risques ou contraintes spécifiques. 	Toute Entreprise	Toute Entreprise

IX. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage (I.235-7, Section 5, Art. R 238-27)

	Réalisé par	à la charge de
L'entrepreneur doit remettre au Maître d'Ouvrage un plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage. ✓ Rôle et contenu du P.P.S.P.S. (Voir Section 5, Art. R. 238-31) ✓ - Règles de communication des P.P.S.P.S. (Voir Section 5, Art. R. 238-26 et R. 238-36)	Toute Entreprise	Toute Entreprise

Sous-traitants

	Réalisé par	à la charge de
(Voir Section 5, Art. R. 238-29) Rappel de l'obligation de remise du P.G.C. par le titulaire du marché à ses sous-traitants, ainsi que d'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. (Ce peut être son propre P.P.S.P.S.). Obligation d'établissement d'un P.P.S.P.S. par le sous-traitant après remise de ces documents préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins huit jours après réception du contrat signé par l'entrepreneur.	Entreprise concernée	Entreprise concernée

Personnel intérimaire

	Réalisé par	à la charge de
<u>Personnel intérimaire</u> L'Entreprise employant du personnel intérimaire devra s'assurer que celui-ci est qualifié pour le poste de travail concerné, et qu'il est apte à tenir ce poste (certificat médical)	Entreprise concernée	Entreprise concernée

X. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ, DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

SANS OBJET

XI. RAPPEL – MESURES D'ORDRE GÉNÉRAL

Le port du casque et des chaussures de sécurité sont obligatoires sur le chantier.

Les visiteurs autorisés à pénétrer sur le chantier devront être munis de casques qui devront être **à leur disposition dans le bureau de chantier**.

L'accès au chantier sera réglementé par le port d'un badge que chaque entreprise devra fournir à chacun de ses employés. Ce badge devra comporter le nom du salarié, le nom de l'entreprise du salarié, etc...

Le présent **Plan Général de Coordination** ne saurait en aucun cas annuler ou remplacer les consignes et obligations relatives à la sécurité, contenues dans les différentes pièces contractuelles.

Il ne doit être considéré qu'en tant que complément ou précision particulière aux principes généraux de sécurité et de protection de la santé.

DOE – DIUO COPREC (certificats, PV)

L'entreprise devra fournir en fin de chantier tous les dossiers :

- De recollement, dossier d'ouvrages exécutés (1 exemplaire reproductible, 4 exemplaires papier, 1 support informatique au format DWG)
- De recueils des PV des matériaux mis en œuvre (PV d'essais COPREC, avis techniques, PV feu....)
- D'intervention pendant l'utilisation de l'ouvrage
- Des principaux fournisseurs (nom et adresse des principaux fournisseurs), les contenues de ces dossiers seront précisés en cours de chantier par la Maîtrise d'œuvre, le bureau de contrôle, le coordonnateur sécurité et la Maîtrise d'Ouvrage

ANNEXE : Document DHOL

PGCSPS – Implantation de générateurs photovoltaïques en autoconsommation sur les bâtiments de l'Estia à BIDART	Indice : 1	20/02/2025
--	------------	------------

D.H.O.L Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité (Application de la recommandation R.476)

Indice	Date	Objet des mises à jour	SPS	Tel
A	20/02/2025	Rédaction initiale DHOL joint au PGC	JC BOSCO	06 52 21 80 71

A renseigner par le CSPS			
Adresse du chantier	92 Allée Théodore Monod 64210 BIDART		
Contraintes horaires de livraison	8h00 – 18h00 Demandes en marie et commerces à proximités.	Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS Livraisons : Entrée chantier, manœuvres à effectuer obligatoirement accompagné d'un home trafic.	
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)	Stationnement à voir avec les services compétents de la ville	Autorisation de voirie Autorisation échafaudage	

A renseigner par l'entreprise					
Nom de l'entreprise	Adresse				
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons				Coordonnées du réceptionnaire	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit	PTAC		Autres caractéristiques	
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max. zone de déchargement/axe Dmax = m		Hauteur max zone de déchargement Hmax = m	
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :			
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Électrique	Gaz	Produit Chimique	Autre
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Électrique	Gaz	Produit Chimique	Autre
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)				
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier				
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur				
Signallement de co activités prévisibles le jour de la livraison	Description :				
	Mesures de prévention :				